

Newsletter

N° 229 – Février 2020

Secrétariat général de la CSSF
283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg
Tél. : (+352) 26 251-2560
E-mail : direction@cssf.lu
Site Internet : www.cssf.lu



ACTUALITÉ	3
Consultation EBA (LBC/FT)	3
AVERTISSEMENTS	3
Avertissements de la CSSF	3
Avertissements publiés par l'OICV-IOSCO	3
REGLEMENTATION NATIONALE	3
Circulaire CSSF 20/734 - Nouvelles obligations en matière de comptes rendus applicables aux gestionnaires de fonds monétaires	3
Circulaire CSSF 20/735 - Mise à jour 2019 des orientations de l'ESMA relatives aux scénarios de simulation de crise au titre de l'article 28 du règlement sur les fonds monétaires.....	4
Circulaire CSSF 20/736 - Orientations de l'ESMA relatives aux comptes rendus aux autorités compétentes au titre de l'article 37 du règlement sur les fonds monétaires.....	4
Circulaire CSSF 20/737 - Reporting semestriel relatif aux indicateurs sur les crédits immobiliers résidentiels se rapportant à l'emprunteur	4
COMMUNIQUÉS	4
RETRAITS DÉCIDÉS PAR LA CSSF	5
STATISTIQUES	5
Emploi	5
Entreprises d'investissement.....	6
PSF spécialisés	6
PSF de support.....	7
OPC (Situation au 31 décembre 2019)	7
OPC (Situation au 1 ^{er} janvier 2020)	11
Sociétés de gestion agréées suivant le chapitre 15 de la loi 2010	14
Fonds de pension.....	14
Organismes de titrisation	15
Supervision publique de la profession de l'audit	15
Prospectus pour valeurs mobilières en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé	15
Émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence »)	17
RESSOURCES HUMAINES	17
ACTUALITÉS EUROPÉENNES/INTERNATIONALES.....	18
CHIFFRES CLÉ	27

ACTUALITÉ

Consultation de l'ABE (EBA) concernant les orientations révisées relatives aux facteurs de risque de blanchiment et de financement du terrorisme

Le 5 février 2020, l'ABE a publié une consultation publique sur les orientations révisées relatives aux facteurs de risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Les contributions peuvent être envoyées à l'ABE jusqu'au 5 mai 2020. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site de l'ABE à l'adresse suivante :

<https://eba.europa.eu/eba-consults-revised-guidelines-money-laundering-and-terrorist-financing-risk-factors>

AVERTISSEMENTS

Avertissements de la CSSF

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a émis les avertissements suivants :

- [Avertissement concernant le site Internet www.luxstaram.com](#)
- [Avertissement concernant le site Internet www.365gcc.io](#)
- [Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée SOLYS Luxembourg](#)
- [Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée RushBang](#)
- [Avertissement concernant le site Internet https://power-spot.eu](#)
- [Avertissement concernant le site Internet www.crypto-bull.io](#)
- [Avertissement concernant le site Internet www.abakus-group-sa.com](#)
- [Avertissement concernant le site Internet www.lacompaniefinancieredebelmont.lu](#)
- [Avertissement concernant le site Internet www.clbrm-private.com \(GW Investments\)](#)
- [Avertissement concernant le site Internet www.conceptone-invest.com](#)
- [Avertissements concernant power-spot.eu et actio-prevoyance.com](#)
- [Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Mutuelle Credit](#)
- [Avertissement concernant le site Internet www.qualion.co.uk](#)
- [Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Asset Trade International \(Europe\) S.A.](#)
- [Avertissement concernant le site Internet www.luxstargroup.com](#)
- [Avertissement concernant le site Internet www.bsglobalinvest.com](#)

Etant donné le nombre important de sites Internet frauduleux constaté récemment, la CSSF vous recommande de vérifier que l'entité avec laquelle vous souhaitez traiter est surveillée par la CSSF en utilisant l'application « [Entités surveillées](#) ». En cas de doute, veuillez contacter la CSSF.

Avertissements publiés par l'OICV-IOSCO

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse :

http://www.iosco.org/investor_protection/?subsection=investor_alerts_portal.

REGLEMENTATION NATIONALE

Lettre circulaire – Questionnaire LBC/FT

La lettre-circulaire fournit des indications en ce qui concerne la collecte des données en matière de risques de blanchiment et de financement du terrorisme auprès de certaines entités surveillées par la CSSF.

Circulaire CSSF 20/734 - Nouvelles obligations en matière de comptes rendus applicables aux gestionnaires de fonds monétaires

La circulaire vise à clarifier les détails techniques nécessaires aux gestionnaires de fonds monétaires afin de remplir leurs obligations de reporting.

Circulaire CSSF 20/735 - Orientations de l'ESMA relatives aux scénarios de simulation de crise au titre de l'article 28 du règlement sur les fonds monétaires

La circulaire a pour objet de mettre en œuvre les Orientations relatives aux scénarios de simulations de crise au titre du règlement sur les fonds monétaires telles que publiées le 19 juillet 2019 par l'ESMA dans la réglementation luxembourgeoise applicable aux fonds monétaires soumis à la surveillance de la CSSF et aux gestionnaires luxembourgeois de fonds monétaires.

Circulaire CSSF 20/736 - Orientations de l'ESMA relatives aux comptes rendus aux autorités compétentes au titre de l'article 37 du règlement sur les fonds monétaires

L'objectif de cette circulaire est de mettre en œuvre les Orientations relatives aux comptes rendus aux autorités compétentes en vertu de l'article 37 du règlement sur les fonds monétaires publiées le 19 juillet 2019 par l'ESMA dans la réglementation luxembourgeoise applicable aux fonds monétaires soumis à la surveillance de la CSSF et aux gestionnaires luxembourgeois de fonds monétaires.

Circulaire CSSF 20/737 - Reporting semestriel relatif aux indicateurs sur les crédits immobiliers résidentiels se rapportant à l'emprunteur

La circulaire vise à modifier la circulaire CSSF 18/703 concernant le reporting semestriel relatif aux indicateurs sur les crédits immobiliers résidentiels se rapportant à l'emprunteur et à informer sur une mise à jour du modèle de collecte de données.

COMMUNIQUÉS

Date	Publications
27.01.2020	Communiqué relatif aux Questions/Réponses de l'ESMA concernant les informations sur la valeur de référence dans le KIID pour OPCVM
31.01.2020	Communication dans le cadre du Brexit
03.02.2020	Publication des Circulaires CSSF relatives au reporting et aux stress tests pour les fonds monétaires
03.02.2020	Situation globale des organismes de placement collectif à la fin du mois de décembre 2019
12.02.2020	Contrôle de la qualité des déclarations de transactions reçues en vertu de l'article 26 de MiFIR
13.02.2020	Lancement par l'ESMA d'une action de surveillance commune du risque de liquidité dans les OPCVM
17.02.2020	Revue des informations non financières publiées par certains émetteurs pour l'exercice financier 2019

17.02.2020	Résultats de l'enforcement de l'information financière 2018 publiée par les émetteurs soumis à la Loi Transparence
18.02.2020	Appel à manifestation d'intérêt pour le Securities and Markets Stakeholder Group de l'ESMA
21.02.2020	La Commission européenne lance une consultation sur MiFID et MiFIR
25.02.2020	Communication dans le cadre de l'action de surveillance commune de l'ESMA du risque de liquidité dans les OPCVM
25.02.2020	La CSSF met en garde contre de fausses allégations reprises par la presse

RETRAITS DÉCIDÉS PAR LA CSSF

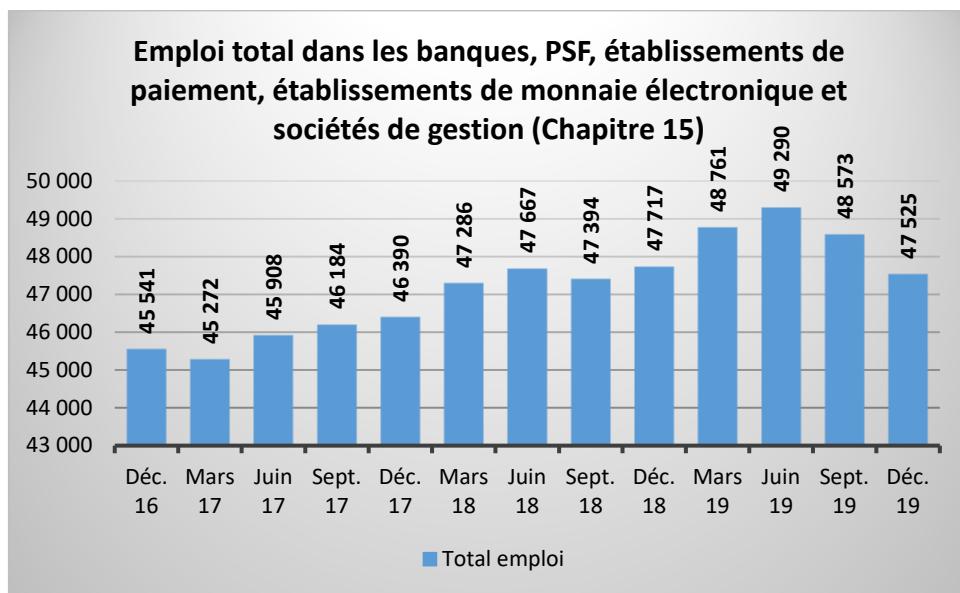
Une décision portant retrait de l'organisme de placement collectif WORLD INVESTMENT OPPORTUNITIES FUNDS de la liste officielle des organismes de placement collectif a été prise par la CSSF en date du 6 janvier 2020.

Une décision portant retrait du fonds d'investissement spécialisé BAXKET FUND S.A. SICAV-SIF de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF en date du 6 janvier 2020.

STATISTIQUES

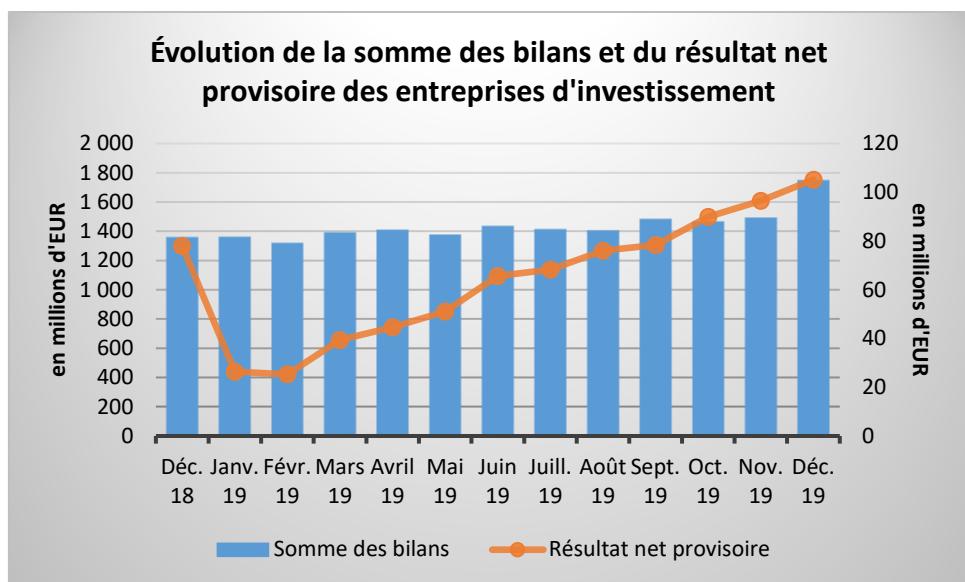
Emploi total dans les banques, PSF, sociétés de gestion (Chapitre 15), établissements de paiement et établissements de monnaie électronique

Emploi total au 31 décembre 2019



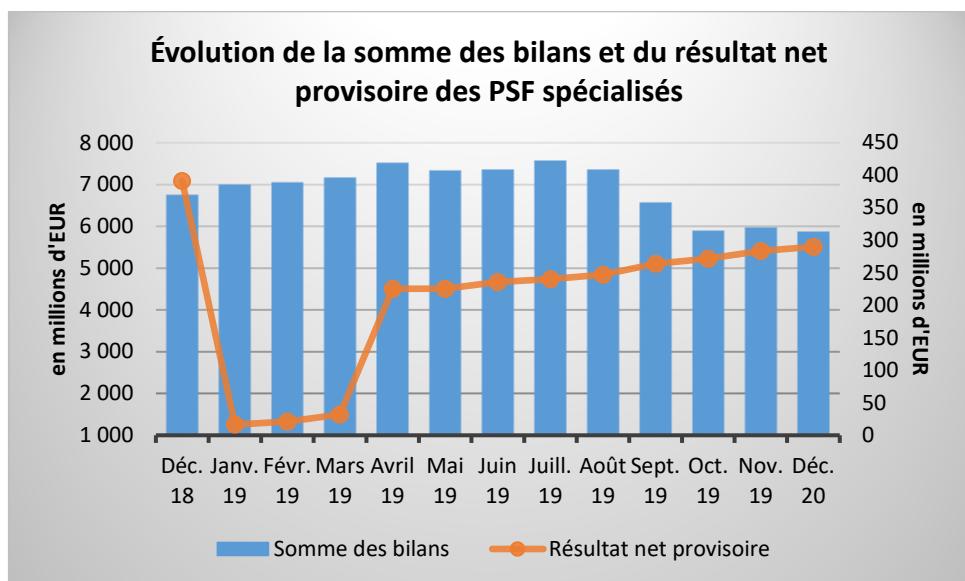
Entreprises d'investissement

Somme des bilans au 31 décembre 2019 en hausse



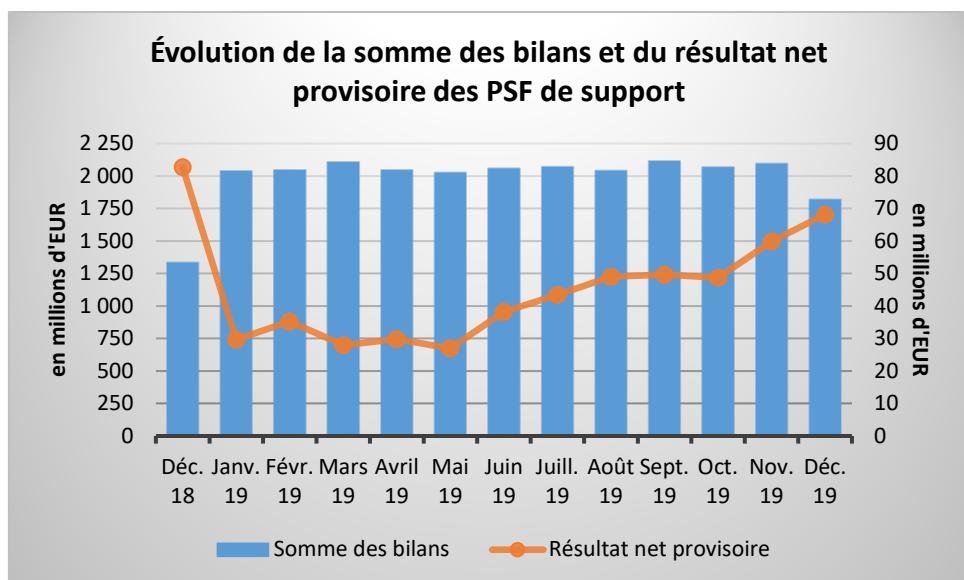
PSF spécialisés

Somme des bilans au 31 décembre 2019 en baisse



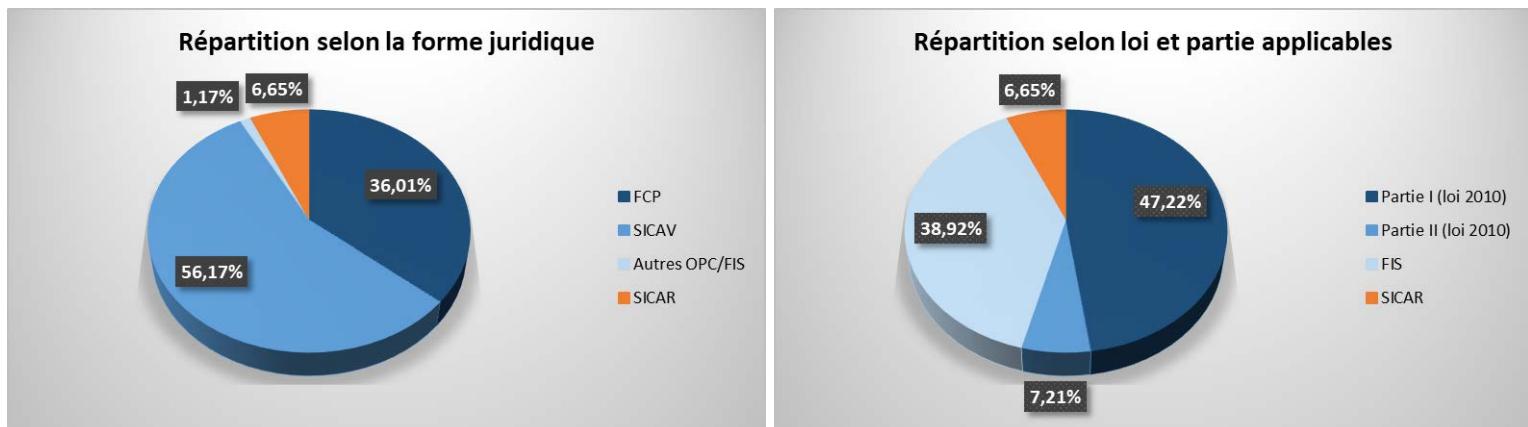
PSF de support

Somme des bilans au 31 décembre 2019 en baisse



OPC (Situation au 31 décembre 2019)

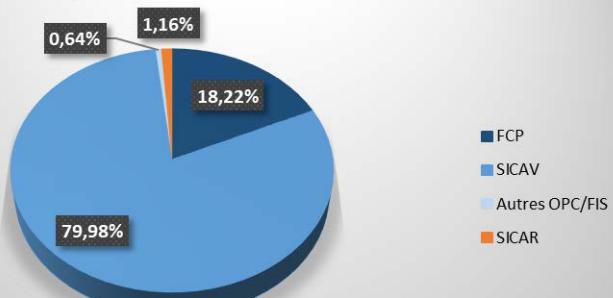
Nombre d'OPC



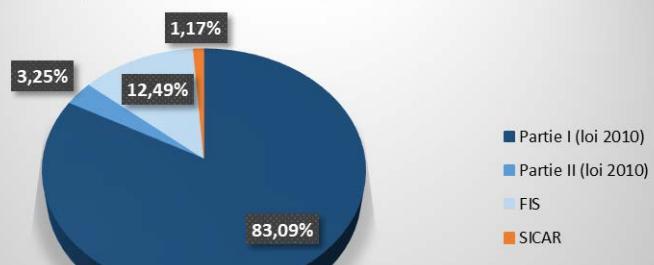
Loi, partie/forme juridique	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	916	853	0	0	1 769
Partie II (loi 2010)	134	134	2	0	270
FIS	299	1 117	42	0	1 458
SICAR	0	0	0	249	249
TOTAL	1 349	2 104	44	249	3 746

Actifs nets des OPC

Répartition selon la forme juridique



Répartition selon loi et partie applicables



Loi, partie/forme juridique (en mia €)	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	622,484	3 298,344	0,000	0,000	3 920,828
Partie II (loi 2010)	52,529	100,586	0,462	0,000	153,577
FIS	184,629	375,135	29,726	0,000	589,490
SICAR	0,000	0,000	0,000	55,019	55,019
TOTAL	859,642	3 774,065	30,188	55,019	4 718,914

Ventilation par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	Avoirs nets (en mia €)	Nombre d'unités ¹
Valeurs mobilières à revenu fixe	1 410,915	3 207
Valeurs mobilières à revenu variable	1 428,979	4 069
Valeurs mobilières diversifiées	981,272	3 846
Fonds de fonds	270,600	2 091
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	355,443	223
Liquidités	7,836	17
Valeurs mobilières non cotées	42,550	225
Capitaux à risque élevé	2,583	30
Immobilier	84,180	325
Futures et/ou Options	12,606	115
Autres valeurs	66,931	283
Public-to-Private	0,129	3
Mezzanine	1,393	12
Venture Capital (SICAR)	7,784	81
Private Equity (SICAR)	45,713	281
TOTAL	4 718,914	14 808

¹ Le terme « unité » regroupe, d'une part, les OPC classiques et, d'autre part, les compartiments des OPC à compartiments multiples.

Actifs nets ventilés par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE D'UNITES	EMISSIONS (en mia €)	RACHATS (en mia €)	EMISSIONS NETTES (en mia €)
PARTIE I					
Valeurs mobilières à revenu fixe	1 295,627	2 674	55,005	48,063	6,942
Valeurs mobilières à revenu variable	1 350,124	3 728	54,782	46,792	7,990
Valeurs mobilières diversifiées	786,239	2 806	25,822	23,087	2,735
Fonds de fonds	136,555	901	5,896	2,714	3,182
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	334,214	178	184,120	178,561	5,559
Liquidités	7,765	14	3,182	2,742	0,440
Futures et/ou Options	7,304	54	0,241	0,224	0,017
Autres valeurs	3,000	9	0,034	0,104	-0,070
TOTAL PARTIE I	3 920,828	10 364	329,082	302,287	26,795
PARTIE II					
Valeurs mobilières à revenu fixe	19,300	92	0,839	1,161	-0,322
Valeurs mobilières à revenu variable	17,048	58	0,767	0,256	0,511
Valeurs mobilières diversifiées	56,413	185	1,411	1,045	0,366
Fonds de fonds	27,681	235	0,714	0,784	-0,070
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	16,829	35	1,528	1,631	-0,103
Liquidités	0,000	0	0,000	0,000	0,000
Valeurs mobilières non cotées	7,886	17	0,142	0,182	-0,040
Capitaux à risque élevé	0,017	1	0,000	0,000	0,000
Immobilier	2,594	20	0,273	0,007	0,266
Futures et/ou Options	1,532	19	0,015	0,025	-0,010
Autres valeurs	4,277	16	0,187	0,054	0,133
TOTAL PARTIE II	153,577	678	5,876	5,145	0,731
FIS					
Valeurs mobilières à revenu fixe	95,988	441	2,805	2,769	0,036
Valeurs mobilières à revenu variable	61,807	283	0,353	0,675	-0,322
Valeurs mobilières diversifiées	138,620	855	2,273	2,074	0,199
Fonds de fonds	106,364	955	2,335	0,746	1,589
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	4,400	10	0,758	0,932	-0,174
Liquidités	0,071	3	0,000	0,001	-0,001
Valeurs mobilières non cotées	34,664	208	1,993	1,387	0,606
Capitaux à risque élevé	2,566	29	0,133	0,003	0,130
Immobilier	81,586	305	1,033	0,599	0,434
Futures et/ou Options	3,770	42	0,051	0,052	-0,001
Autres valeurs	59,654	258	1,912	0,500	1,412
TOTAL FIS	589,490	3 389	13,646	9,738	3,908
SICAR					
Public-to-Private	0,129	3	0,000	0,000	0,000
Mezzanine	1,393	12	0,000	0,000	0,000
Venture Capital	7,784	81	0,000	0,195	-0,195
Private Equity	45,713	281	0,019	4,046	-4,027
TOTAL SICAR	55,019	377	0,019	4,241	-4,222
TOTAL OPC LUXEMBOURGEOIS	4 718,914	14 808	348,623	321,411	27,212

Origine des initiateurs des OPC luxembourgeois

Pays	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'OPC	en %	Nombre d'unités	en %
Etats-Unis	966,867	20,5%	166	4,5%	1 107	7,5%
Royaume-Uni	869,166	18,4%	261	7,0%	1 662	11,2%
Allemagne	659,047	14,0%	1 256	33,5%	2 587	17,5%
Suisse	655,676	13,9%	555	14,8%	2 755	18,6%
France	457,362	9,7%	296	7,9%	1 574	10,6%
Italie	328,530	7,0%	135	3,6%	1 247	8,4%
Belgique	201,132	4,3%	159	4,2%	898	6,1%
Luxembourg	121,081	2,6%	245	6,5%	691	4,7%
Pays-Bas	106,366	2,2%	44	1,2%	260	1,8%
Danemark	96,052	2,0%	23	0,6%	226	1,5%
Autres	257,635	5,4%	606	16,2%	1 801	12,1%
TOTAL	4 718,914	100,0%	3 746	100,0%	14 808	100,0%

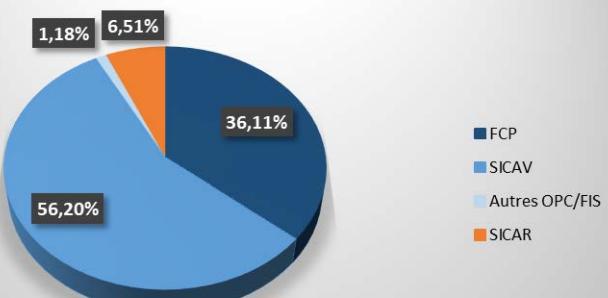
Classement des devises dans lesquelles les unités des OPC luxembourgeois sont libellées

Devise	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'unités	en %
AUD	6,412	0,136%	26	0,176%
CAD	3,540	0,075%	22	0,148%
CHF	47,411	1,005%	264	1,783%
CNH	2,598	0,055%	24	0,162%
CNY	0,682	0,014%	3	0,020%
CZK	1,383	0,029%	72	0,486%
DKK	1,761	0,037%	16	0,108%
EUR	2 502,668	53,035%	9 357	63,189%
GBP	152,748	3,237%	320	2,161%
HKD	4,859	0,103%	10	0,067%
HUF	0,390	0,008%	31	0,209%
JPY	62,249	1,319%	192	1,297%
NOK	5,756	0,122%	36	0,243%
NZD	0,784	0,017%	4	0,027%
PLN	0,257	0,005%	11	0,074%
RON	0,507	0,011%	4	0,027%
SEK	44,323	0,939%	143	0,966%
SGD	0,978	0,021%	6	0,041%
TRY	0,004	0,000%	1	0,007%
USD	1 879,579	39,831%	4 265	28,802%
ZAR	0,025	0,001%	1	0,007%
TOTAL	4 718,914	100,000%	14 808	100,000%

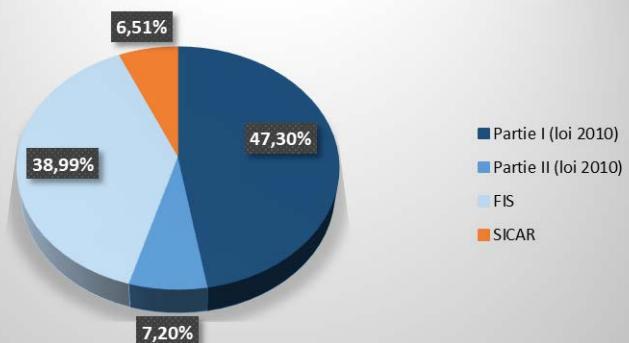
OPC (Situation au 1^{er} janvier 2020)

Nombre d'OPC

Répartition selon la forme juridique



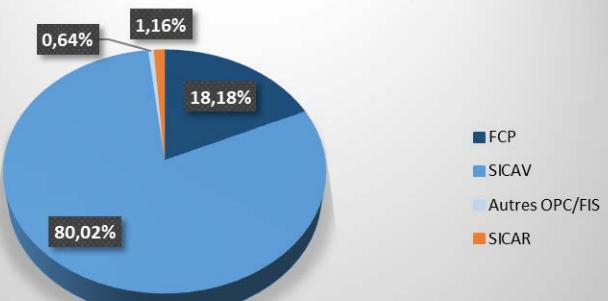
Répartition selon loi et partie applicables



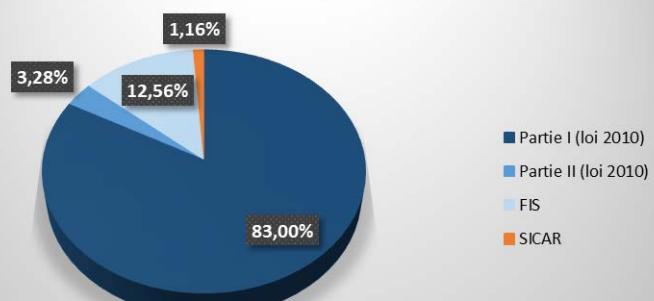
Loi, partie/forme juridique	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	910	849	0	0	1 759
Partie II (loi 2010)	133	133	2	0	268
FIS	300	1 108	42	0	1 450
SICAR	0	0	0	242	242
TOTAL	1 343	2 090	44	242	3 719

Actifs nets des OPC

Répartition selon la forme juridique



Répartition selon loi et partie applicables



Loi, partie/forme juridique (en mia €)	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	625,952	3 349,391	0,000	0,000	3 975,343
Partie II (loi 2010)	53,738	103,093	0,462	0,000	157,293
FIS	191,004	380,164	30,447	0,000	601,615
SICAR	0,000	0,000	0,000	55,546	55,546
TOTAL	870,694	3 832,648	30,909	55,546	4 789,797

Ventilation par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	Avoirs nets (en mia €)	Nombre d'unités ²
Valeurs mobilières à revenu fixe	1 440,158	3 228
Valeurs mobilières à revenu variable	1 439,515	4 079
Valeurs mobilières diversifiées	993,970	3 830
Fonds de fonds	276,183	2 089
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	363,273	222
Liquidités	8,409	17
Valeurs mobilières non cotées	43,307	225
Capitaux à risque élevé	2,634	29
Immobilier	86,222	323
Futures et/ou Options	12,642	112
Autres valeurs	67,938	287
Public-to-Private	0,130	3
Mezzanine	2,805	12
Venture Capital (SICAR)	7,078	74
Private Equity (SICAR)	45,533	284
TOTAL	4 789,797	14 814

Actifs nets ventilés par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE D'UNITES	EMISSIONS (en mia €)	RACHATS (en mia €)	EMISSIONS NETTES (en mia €)
PARTIE I					
Valeurs mobilières à revenu fixe	1 322,240	2 688	62,739	50,536	12,203
Valeurs mobilières à revenu variable	1 358,800	3 735	55,213	44,994	10,219
Valeurs mobilières diversifiées	795,401	2 794	27,397	21,444	5,953
Fonds de fonds	139,293	899	3,125	2,498	0,627
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	341,101	177	180,775	177,405	3,370
Liquidités	8,343	14	3,229	2,681	0,548
Futures et/ou Options	7,202	53	0,414	0,424	-0,010
Autres valeurs	2,963	10	0,112	0,172	-0,060
TOTAL PARTIE I	3 975,343	10 370	333,004	300,154	32,850
PARTIE II					
Valeurs mobilières à revenu fixe	19,847	92	0,711	0,425	0,286
Valeurs mobilières à revenu variable	18,229	60	0,973	0,302	0,671
Valeurs mobilières diversifiées	57,357	185	1,861	1,253	0,608
Fonds de fonds	28,033	232	0,619	0,355	0,264
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	17,170	35	1,701	1,413	0,288
Liquidités	0,000	0	0,000	0,000	0,000
Valeurs mobilières non cotées	8,106	17	0,200	0,028	0,172
Capitaux à risque élevé	0,030	1	0,012	0,000	0,012
Immobilier	2,594	20	0,000	0,000	0,000
Futures et/ou Options	1,565	19	0,060	0,022	0,038
Autres valeurs	4,362	16	0,095	0,053	0,042

² Le terme « unité » regroupe, d'une part, les OPC classiques et, d'autre part, les compartiments des OPC à compartiments multiples.

	TOTAL PARTIE II	157,293	677	6,232	3,851	2,381
FIS						
Valeurs mobilières à revenu fixe	98,071	448	3,259	4,516	-1,257	
Valeurs mobilières à revenu variable	62,486	284	1,327	1,015	0,312	
Valeurs mobilières diversifiées	141,212	851	2,580	2,121	0,459	
Fonds de fonds	108,857	958	1,579	1,788	-0,209	
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	5,002	10	1,297	0,707	0,590	
Liquidités	0,066	3	0,001	0,000	0,001	
Valeurs mobilières non cotées	35,201	208	0,610	0,192	0,418	
Capitaux à risque élevé	2,604	28	0,031	0,002	0,029	
Immobilier	83,628	303	2,199	0,298	1,901	
Futures et/ou Options	3,875	40	0,304	0,056	0,248	
Autres valeurs	60,613	261	1,412	1,026	0,386	
	TOTAL FIS	601,615	3 394	14,599	11,721	2,878
SICAR						
Public-to-Private	0,130	3	0,000	0,000	0,000	
Mezzanine	2,805	12	0,000	0,000	0,000	
Venture Capital	7,078	74	0,027	0,018	0,009	
Private Equity	45,533	284	0,007	0,025	-0,018	
	TOTAL SICAR	55,546	373	0,034	0,043	-0,009
	TOTAL OPC LUXEMBOURGEOIS	4 789,797	14 814	353,869	315,769	38,100

Origine des initiateurs des OPC luxembourgeois

Pays	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'OPC	en %	Nombre d'unités	en %
Etats-Unis	986,856	20,6%	168	4,5%	1 109	7,5%
Royaume-Uni	885,482	18,5%	257	6,9%	1 658	11,2%
Suisse	670,378	14,0%	555	14,9%	2 764	18,7%
Allemagne	664,817	13,9%	1 237	33,3%	2 575	17,4%
France	462,475	9,7%	290	7,8%	1 570	10,6%
Italie	327,783	6,8%	135	3,6%	1 246	8,4%
Belgique	203,433	4,3%	159	4,3%	899	6,1%
Luxembourg	125,588	2,6%	247	6,7%	696	4,7%
Pays-Bas	106,855	2,2%	44	1,2%	260	1,7%
Danemark	96,370	2,0%	23	0,6%	226	1,5%
Autres	259,760	5,4%	604	16,2%	1 811	12,2%
TOTAL	4 789,797	100,0%	3 719	100,0%	14 814	100,0%

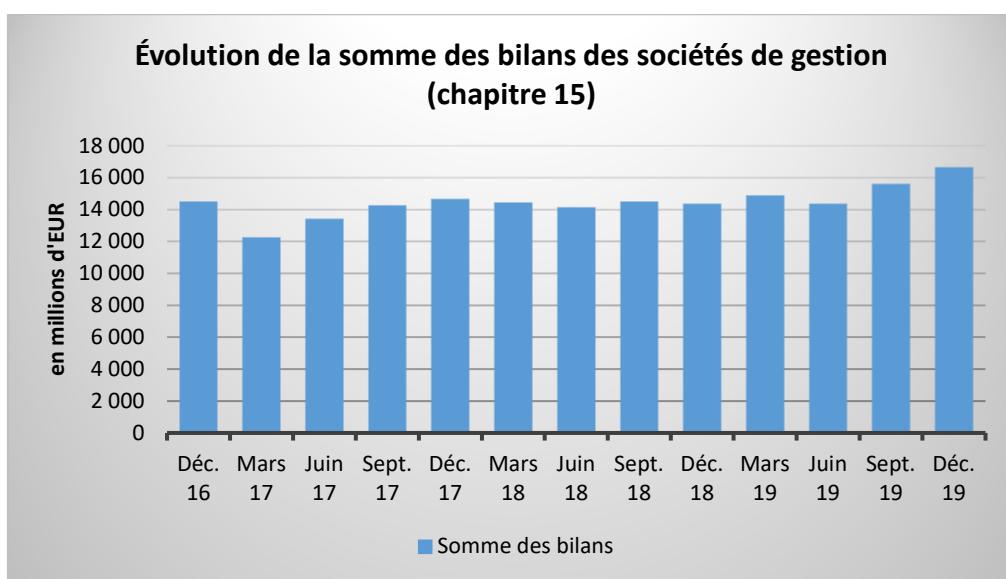
Classement des devises dans lesquelles les unités des OPC luxembourgeois sont libellées

Devise	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'unités	en %
AUD	6,109	0,128%	26	0,176%
CAD	3,747	0,078%	22	0,149%
CHF	47,842	0,999%	267	1,802%
CNH	2,755	0,057%	24	0,162%
CNY	0,747	0,016%	3	0,020%

CZK	1,365	0,028%	71	0,479%
DKK	1,740	0,036%	15	0,101%
EUR	2 521,912	52,652%	9 338	63,035%
GBP	159,396	3,328%	320	2,160%
HKD	4,692	0,098%	10	0,068%
HUF	0,365	0,008%	31	0,209%
JPY	63,457	1,325%	192	1,296%
NOK	5,651	0,118%	36	0,243%
NZD	0,763	0,016%	4	0,027%
PLN	0,215	0,004%	9	0,061%
RON	0,512	0,011%	4	0,027%
SEK	44,188	0,923%	143	0,965%
SGD	0,965	0,020%	6	0,040%
TRY	0,005	0,000%	1	0,007%
USD	1 923,347	40,155%	4 291	28,966%
ZAR	0,024	0,000%	1	0,007%
TOTAL	4 789,797	100,000%	14 814	100,000%

Sociétés de gestion agréées suivant le chapitre 15 de la loi 2010

Somme des bilans au 31 décembre 2019 en hausse



Fonds de pension

Au 17 février 2020, **12 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

À la même date, **18 professionnels** étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

Organismes de titrisation

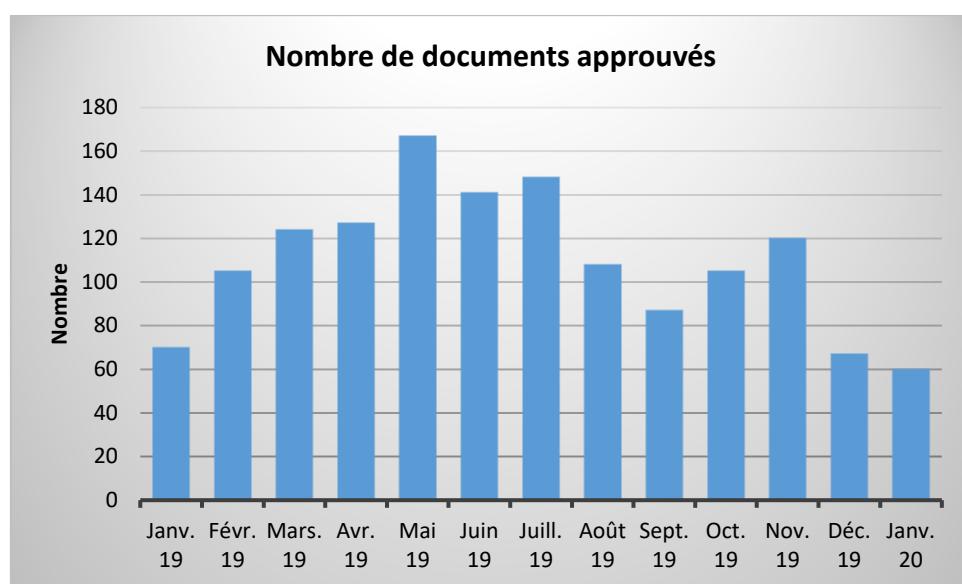
Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **33 unités** au 10 février 2020.

Supervision publique de la profession de l'audit

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 janvier 2020, **55 cabinets de révision agréés et 320 réviseurs d'entreprises agréés**. S'y ajoutent **24 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers** dûment enregistrés en application de la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit.

Prospectus pour valeurs mobilières en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé

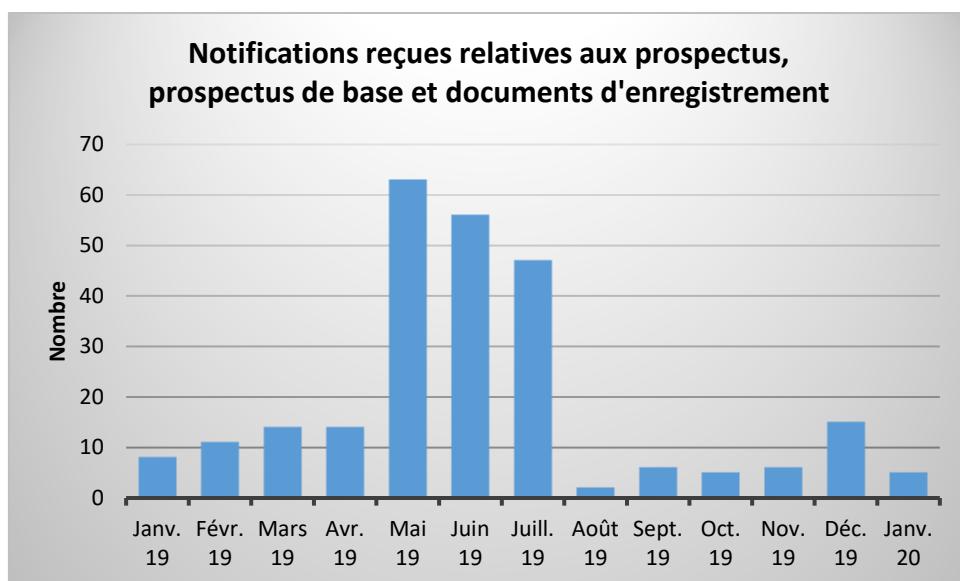
Approbations par la CSSF



Au cours du mois de janvier 2020, la CSSF a approuvé sur base de la réglementation prospectus un total de 60 documents, qui se répartissent comme suit :

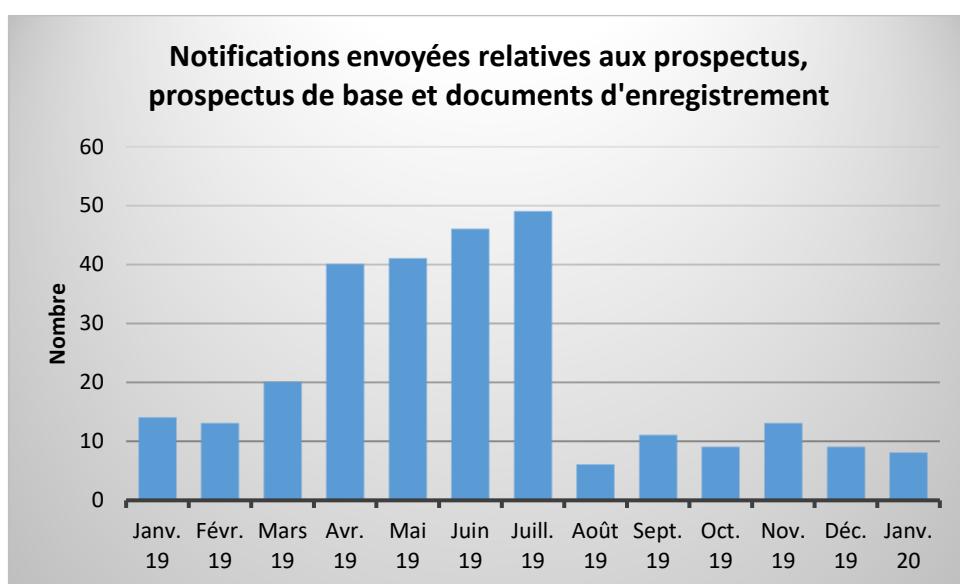
prospectus de base :	8	(13,33 %)
autres prospectus :	2	(3,33 %)
documents d'enregistrement :	1	(1,67%)
suppléments :	49	(81,67 %)

Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres États membres de l'EEE



Au cours du mois de janvier 2020, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres États membres de l'Espace économique européen, 5 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 43 notifications relatives à des suppléments.

Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres États membres de l'EEE



Au cours du mois de janvier 2020, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres États membres de l'Espace économique européen, 6 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base, 2 notifications relatives à des documents d'enregistrement ainsi que 40 notifications relatives à des suppléments³.

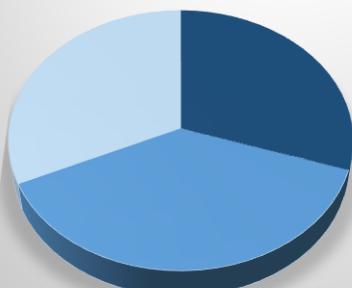
³ Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base, documents d'enregistrement et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs États membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs États membres n'est compté qu'une seule fois.

Émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence »)

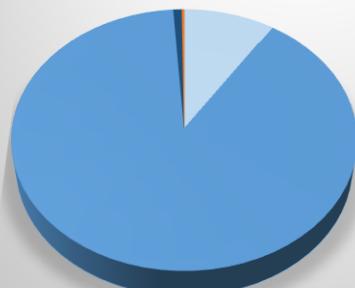
Depuis le 10 janvier 2020, 8 émetteurs ont désigné le Luxembourg comme État membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, 4 émetteurs ont été radiés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 7 février 2020, **462 émetteurs** sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

Répartition des émetteurs par pays



Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation



RESSOURCES HUMAINES

Dans le cadre du renforcement de ses effectifs, 7 personnes ont rejoint les services de la CSSF qui compte, au 1er février 2020, suite au départ de 2 agents, 916 agents, dont 490 hommes et 426 femmes. Elles ont été affectées aux services suivants :

Métier Surveillance des marchés d'actifs financiers

Jordan DUHAMEL

Personnel, administration et finances

Michel DOLSCAK

Sandra HOFFMANN

Sara ZONA

Systèmes d'informations de la CSSF

Sophie HOMMEL

Alexander LEAL PINHEIRO

Jean-Jacques LEQUEUX

ACTUALITES EUROPEENNES/INTERNATIONALES DE JANVIER 2020*(uniquement en anglais)***BANKING REGULATION AND SINGLE SUPERVISORY MECHANISM****Single Supervisory Mechanism (SSM) - European Central Bank (ECB)**

Date	Publications	Description
07.01.2020	<u>List of supervised entities (as of 1 December 2019)</u>	The ECB has updated the list of supervised entities and supervised groups that are directly supervised by the ECB ("significant supervised entity" and "significant supervised group", as defined in Article 2, points (16) and (22) of the SSM Framework Regulation). It has also published the list of entities supervised by a national competent authority (NCA). In Luxembourg, the number of significant institutions at the highest level of consolidation that are directly supervised by the ECB has remained unchanged at 5 institutions, and the number of less significant institutions has increased by one from 62 to 63 institutions.
15.01.2020	<u>ECB publishes supervisory banking statistics for the third quarter of 2019</u>	The ECB has published the Supervisory Banking Statistics for the third quarter 2019.
21.01.2020	<u>Recommendation ECB/2020/1 on dividend distribution policies</u>	The ECB has published a recommendation on dividend distribution policies.
21.01.2020	<u>Letter on variable remuneration policy</u>	The ECB has sent a letter to significant banks on variable remuneration policy.
28.01.2020	<u>ECB keeps capital requirements and guidance for banks stable and increases transparency</u>	The ECB has published the outcomes of its 2019 Supervisory Review and Evaluation Process (SREP). For the first time the ECB is also publishing aggregate data by business model and bank-by-bank information on Pillar 2 requirements in an effort to improve transparency.
30.01.2020	<u>Risk report on less significant institutions</u>	The ECB has published its risk report on less significant institutions which is an annual assessment of the conditions in the LSI sector. The assessment has been conducted in coordination with national competent authorities.
31.01.2020	<u>ECB to stress test 35 euro area banks as part of the 2020 EU-wide stress test led by EBA</u>	The ECB informed that it will examine 35 significant euro area banks as part of the 2020 EU-wide stress test coordinated by the European Banking Authority (EBA). Results of individual banks are expected to be published by 31 July 2020.

Date	Consultation	Description
20.01.2020	ECB seeks feedback on draft ECB Guideline on materiality threshold for credit obligations past due for less significant institutions	The ECB has published a draft ECB Guideline on the definition of the materiality threshold for credit obligations past due for less significant institutions (LSIs). ECB asks for industry feedback by 17 February 2020 .
Date	Speeches	Description
21.01.2020	Edouard Fernandez-Bollo: Basel III finalisation and overall impact of the reforms	Speaking points by Edouard Fernandez-Bollo, Member of the Supervisory Board of the ECB, at the Working Group Financial Services hosted by Kangaroo Group on "Is the Basel agreement compatible with strengthened financing of the European economy?"
27.01.2020	Yves Mersch: Asset price inflation and monetary policy	Keynote speech by Yves Mersch, Member of the Executive Board of the ECB and Vice-Chair of the Supervisory Board of the ECB, at the celebration of INVESTAS' 60th anniversary.
28.01.2020	Andrea Enria: Introductory statement	Introductory statement by Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board of the ECB, at the press conference on the results of the 2019 SREP cycle.
30.01.2020	Andrea Enria: The road towards a truly European single market	Speech by Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board of the ECB, at the 5th SSM & EBF Boardroom Dialogue.

European Parliament, European Commission and European Council

Date	Brexit	Description
31.01.2020	Agreement on the withdrawal of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland from the EU and the European Atomic Energy Community	Publication of the Agreement on the Withdrawal of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland from the EU and the European Atomic Energy Community.

31.01.2020	<u>Notice concerning the entry into force of the Agreement on the Withdrawal of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland from the EU and the European Atomic Energy Community</u>	Publication of the Notice concerning the entry into force of the Agreement on the Withdrawal of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland from the EU and the European Atomic Energy Community.
-------------------	---	---

Date	Regulatory developments	Description
16.01.2020	<u>Commission Regulation (EU) 2020/34 of 15 January 2020</u>	Publication of Commission Regulation (EU) 2020/34 amending Regulation (EC) No 1126/2008 adopting certain international accounting standards in accordance with Regulation (EC) No 1606/2002 of the European Parliament and of the Council as regards International Accounting Standard (IAS) 39, International Financial Reporting Standards 7 & 9.
24.01.2020	<u>Corrigendum to Regulation (EU) 2019/2033 of 27 November 2019</u>	Publication of Corrigendum to Regulation (EU) 2019/2033 of the European Parliament and of the Council of 27 November 2019 on the prudential requirements of investment firms and amending Regulations (EU) No 1093/2010, (EU) No 575/2013, (EU) No 600/2014 and (EU) No 806/2014.
30.01.2020	<u>Commission Implementing Decision (EU) 2020/125 of 29 January 2020</u>	Publication of Commission Implementing Decision (EU) 2020/125 amending Implementing Regulation (EU) No 945/2014 laying down implementing technical standards with regard to relevant appropriately diversified indices in accordance with Regulation (EU) No 575/2013 of the European Parliament and of the Council.

European Banking Authority (EBA)

Date	Publications	Description
08.01.2020	<u>EBA publishes its Risk Dashboard and results of the Risk Assessment Questionnaire</u>	While the capital position of EU banks remained strong and asset quality improved further, profitability contracted in Q3 2019, with a negative outlook from both banks and analysts. The Common Equity Tier 1 (CET1) ratio remained at 14.4% on a fully loaded basis, with the increase in capital compensated by a parallel expansion of risk exposure amounts (REA). Return on equity (RoE) declined in Q3 to 6.6%, down by 40bps from the quarter before.
13.01.2020	<u>EBA reports identified key challenges in the roll out of big data and advanced analytics</u>	The EBA report has identified recent trends and suggests key safeguards in an effort to support ongoing technological neutrality across regulatory and supervisory approaches. The growing use of

big data and advance analytics, including machine learning, across the industry will rapidly evolve in the next few years. The EBA has identified four key pillars - data management, technological infrastructure, organisation and governance and analytics methodology - necessary to support the rollout of advanced analytics, along with a set of “elements of trust”.

16.01.2020	<u>EBA finds that Competent Authorities have properly applied standards on identified staff</u>	The EBA has published its Report on the application by Competent Authorities (CAs) of the EBA regulatory technical standards (RTS) on the criteria to identify categories of staff whose professional activities have a material impact on an institution's risk profile. The conducted Peer Review exercise shows that, within the European Economic Area (EEA), CAs have applied properly the RTS during the reference period from 1 January 2015 to 31 December 2017.
22.01.2020	<u>EBA updates its guidelines on fraud reporting under PSD2</u>	The EBA has published an amendment to its 2018 guidelines on fraud reporting under the revised Payment Services Directive (PSD2). The changes reflect some consequential amendments to the reporting templates under the guidelines as a result of clarifications provided more recently by the European Commission on the application of strong customer authentication (SCA) to certain type of transactions.
31.01.2020	<u>EBA releases its annual assessment of the consistency of internal model outcomes</u>	The EBA has published two Reports on the consistency of risk weighted assets (RWAs) across all EU institutions authorised to use internal approaches for the calculation of capital requirements. The reports cover credit risk for high and low default portfolios (LDPs and HDPs), as well as market risk. The results confirm that the majority of risk-weights (RWs) variability can be explained by fundamentals. These benchmarking exercises are a fundamental supervisory and convergence tool to address unwarranted inconsistencies and restoring trust in internal models.

Date	Consultations	Description
13.01.2020	<u>EBA launches consultation on draft RTS on the treatment of non-trading book positions under the FRTB framework</u>	The EBA has launched a consultation on draft RTS on how institutions should calculate the own funds requirements for market risk for their non-trading book positions that are subject to foreign-exchange risk or commodity risk under the Fundamental Review of the Trading Book (FRTB) standardised and internal model approaches. The consultation runs until 10 April 2020 .

22.01.2020	<u>EBA consults on the future of the EU-wide stress test framework</u>	The published discussion paper presents the EBA's vision of the future of the EU-wide stress test and aims to collect comments and feedback from the different users. The proposal envisages two components owned by supervisors and banks respectively: the supervisory leg and the bank leg.
-------------------	--	---

The consultation runs until **30 April 2020**.

Bank for International Settlements (BIS)

Date	Publication	Description
21.01.2020	<u>Central bank group to assess potential cases for central bank digital currencies</u>	The Bank of Canada, the Bank of England, the Bank of Japan, the ECB, Sveriges Riksbank and the Swiss National Bank, together with the BIS, have created a group to share experiences as they assess the potential cases for central bank digital currency (CBDC) in their home jurisdictions. The group will be co-chaired by Benoît Cœuré, Head of the BIS Innovation Hub, and Jon Cunliffe, Deputy Governor of the Bank of England and Chair of the Committee on Payments and Market Infrastructures (CPMI).

Macroprudential topics and fora

European Systemic Risk Board (ESRB)

Date	Publications	Description
07.01.2020	<u>The General Board of the ESRB held its 36th regular meeting on 19 December 2019</u>	At its meeting on 19 December 2019 the General Board (GB) considered a number of vulnerabilities in the EU financial system, including the indebtedness of non-financial corporations, the liquidity of assets in investment funds, and the misconduct costs facing financial institutions. Moreover, the GB took note of the risks to financial stability which might result from climate change and disruptions in critical financial infrastructures.
07.01.2020	<u>ESRB risk dashboard, December 2019 (Issue 30)</u>	The ESRB has published its quarterly risk dashboard.
09.01.2020	<u>ESRB publishes report on mitigating the procyclicality of margins and haircuts in derivatives markets and securities financing transactions</u>	The ESRB has published a report on mitigating the procyclicality of margins and haircuts in derivatives markets and securities financing transactions. The report expands on the work of a previous ESRB report published in 2017 by providing new analysis and setting out possible policy options to address

systemic risks arising from the procyclicality associated with margin and haircut practices.

31.01.2020 [Adverse scenario for the EBA 2020 EU-wide banking sector stress test](#)

The ESRB has published the adverse scenario for the EU-wide banking sector stress test to be carried out by the EBA in 2020. This scenario, which has been approved by the GB of the ESRB, highlights adverse conditions that are relevant to this sector. This information has also been published by the EBA as part of its communication on the 2020 EU-wide banking sector stress test.

Countercyclical Capital buffer (CCyB)

The list of applicable CCyB rates in EU/EEA countries is available on the [website of the ESRB](#). The following countries have announced a CCyB rate different from 0%:

Country	CCyB rate	Application since
Belgium	0.5%*	01/07/2020
	0.5%	01/10/2019
Bulgaria	1%*	01/04/2020
	1.5%*	01/01/2021
Czech Republic	1.75%	01/01/2020
	2%*	01/07/2020
	1%	30/09/2019
Denmark	1.5%*	30/06/2020
	2%*	30/12/2020
France	0.25%	01/07/2019
	0.5%*	02/04/2020
Germany	0.25%*	01/07/2020
	1.75%	15/05/2019
Iceland	2%	01/02/2020
Ireland	1%	05/07/2019
Lithuania	1%	30/06/2019
Luxembourg	0.25%	01/01/2020
	0.5%*	01/01/2021
Norway	2.5%	31/12/2019
Slovakia	1.5%	01/08/2019
	2%*	01/08/2020
Sweden	2.5%	19/09/2019
United Kingdom	1%	28/11/2018
	2%*	16/12/2020

Pending CCyB rates are followed by an asterisk ("*").

The list of applicable CCyB rates in non-EU/EEA countries can be consulted on [the website of the Bank of International Settlements](#).

Financial Stability Board (FSB)

Date	Publication	Description
19.01.2020	FSB publishes annual report on non-bank financial intermediation	The report presents the results of the FSB's annual monitoring exercise to assess global trends and risks from non-bank financial intermediation (NBFI). Total global financial assets grew by 1.4% to \$378.9 trillion in 2018, driven largely by banks. The narrow measure of NBFI grew by 1.7%, to \$50.9 trillion in 2018, significantly slower than the 2012-17 average annual growth rate of 8.5%. It now represents 13.6% of total global financial assets.

NEWS OF THE EUROPEAN SECURITIES AND MARKETS AUTHORITY (ESMA)

Date	Publications	Description
06.01.2020	ESMA clarifies SFTR reporting	ESMA has published its final report, its Guidelines on reporting under the Securities Financing Transactions Regulation (SFTR), amended SFTR validation rules and a statement on Legal Entity Identifiers (LEI).
07.01.2020	ESMA assesses EU financial market impact of circuit breakers	ESMA has published a study on the market impacts of circuit breakers.
07.01.2020	ESMA clarifies rules for CCPs' membership criteria and due diligence	ESMA has issued a report on a survey it conducted into membership arrangements and due diligence by central counterparties (CCPs) towards their clearing members.
09.01.2020	ESMA announces key priorities for 2020-22	ESMA has published its Strategic Orientation for 2020-22. The Strategic Orientation sets out ESMA's future focus and objectives and reflects its expanded responsibilities and powers following the ESAs Review, and EMIR 2.2, which increases its focus on supervisory convergence, strengthens its role in building the Capital Markets Union (CMU) and gives it with more direct supervision responsibilities.

09.01.2020	<u>MiFID II: ESMA issues latest double volume cap data</u>	ESMA has updated its public register with the latest set of double volume cap (DVC) data under the Markets in Financial Instruments Directive (MiFID II).
10.01.2020	<u>ESMA report values EU Alternative Investment Funds at €5.8 trillion</u>	ESMA has published its second statistical report on European Union (EU) Alternative Investment Funds (AIF). The study found that the EU AIF sector in 2018, as measured by Net Asset Value (NAV), amounted to €5.8tn or nearly 40% of the total EU fund industry. The report is based on data from 30,357 AIFs, or almost 100% of the market.
10.01.2020	<u>ESMA starts publishing questions received through its Q&A process</u>	ESMA has started to publish a list of questions received through its Q&A process.
13.01.2020	<u>ESMA publishes responses to its consultation on MiFID II review report on position limits</u>	ESMA has published the responses received to its consultation on MiFID II review report on position limits and position management.
17.01.2020	<u>ESMA consults on the use of No Data options in securitisation reporting</u>	ESMA has published a Consultation Paper on Guidelines on securitisation repository data completeness and consistency thresholds. The consultation's objective is to help market participants and securitisation repositories to understand ESMA's expected maximum use of No Data options contained within a securitisation data submission.
21.01.2020	<u>ESMA publishes responses to joint consultation paper on PRIIPs KID</u>	ESMA has published the responses received to the Joint Consultation Paper concerning amendments to the PRIIPs KID.
29.01.2020	<u>ESMA announces open hearing on its Consultation on Internal Controls for CRAs</u>	ESMA will hold an open hearing in the context of its Consultation on Internal Controls for Credit Rating Agencies.
30.01.2020	<u>ESMA launches a Common Supervisory Action with NCAs on UCITS liquidity risk management</u>	ESMA is launching a Common Supervisory Action (CSA) with national competent authorities (NCAs) on the supervision of UCITS' managers liquidity risk management across the European Union (EU). The CSA will be conducted during 2020.
30.01.2020	<u>ESMA appoints chairs to its Standing Committees</u>	The Board of Supervisors of ESMA has appointed the individuals to serve as chairs of its standing committees.
31.01.2020	<u>ESMA: update on governance and reporting obligations following the UK's withdrawal from the European Union</u>	ESMA has published a statement to clarify issues relating to its governance and the reporting obligations for UK entities from 1 February 2020 following the United Kingdom's (UK) withdrawal from the European Union (EU).

31.01.2020	<u>ESMA consults on the new MiFIR and MiFID II regimes for third-country firms</u>	ESMA has launched a consultation on draft technical standards on the provision of investment services and activities in the European Union (EU) by third-country firms under MiFIR and MiFID II.
31.01.2020	<u>ESMA issues opinion on accepted market practice on liquidity contracts by CONSOB</u>	ESMA has issued an opinion supporting a revised Accepted Market Practice on liquidity contracts notified by the Italian market regulator, the Commissione Nazionale per le Società e la Borsa (Consob).
31.01.2020	<u>MiFID II: ESMA publishes data for the systematic internaliser calculations for equity, equity-like instruments and bonds</u>	ESMA has published data for the systematic internaliser calculations for equity, equity-like instruments and bonds under the Markets in Financial Instruments Directive (MiFID II) and Regulation (MiFIR).
31.01.2020	<u>MiFID II: ESMA makes new bond liquidity data available</u>	ESMA has started to make available new data for bonds subject to the pre- and post-trade requirements of the Markets in Financial Instruments Directive (MiFID II) and Regulation (MiFIR) through its data register.

PLACE FINANCIERE**Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :**

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (17/02/2020)	127	↓ 7 entités
	Somme des bilans (30/09/2019)	EUR 841,932 mia	↗ EUR 56,828 mia
	Résultat avant provisions (30/09/2019)	EUR 3,765 mia	↓ EUR 217 mio
Etablissements de paiement	Nombre (17/02/2020)	14 dont 2 succursales	↗ 4 entités
Etablissements de monnaie électronique	Nombre (17/02/2020)	9	↗ 3 entités
OPC	Nombre (11/02/2020)	Partie I loi 2010 : 1 758	↓ 48 entités
		Partie II loi 2010 : 268	↓ 24 entités
		FIS : 1 449	↓ 70 entités
		TOTAL : 3 475	↓ 142 entités
	Nombre (10/02/2020)	SICAR : 242	↓ 30 entités
	Patrimoine global net (31/12/2020)	EUR 4 718,914 mia	↗ EUR 654,27 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 15)	Nombre (31/01/2020)	193	↓ 14 entités
	Somme des bilans (31/12/2019) ⁴	EUR 16,617 mia	↗ EUR 2,291 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 16)	Nombre (31/01/2020)	156	↓ 8 entités
Gestionnaires de FIA	Nombre (11/02/2020)	256	↗ 10 entités
Fonds de pension	Nombre (17/02/2020)	12	aucune variation
Organismes de titrisation agréés	Nombre (10/02/2020)	33	↗ 2 entités
Entreprises d'investissement	Nombre (17/02/2020)	100 dont 5 succursales	↗ 3 entités
	Somme des bilans (31/12/2019)	EUR 1,746 mia	↗ EUR 389 mio
	Résultat net provisoire (31/12/2019)	EUR 105,179 mio	↗ EUR 27,139 mio
PSF spécialisés	Nombre (17/02/2020)	104	↓ 6 entités
	Somme des bilans (31/12/2019)	EUR 5,863 mia	↓ EUR 882 mio
	Résultat net provisoire (31/12/2019)	EUR 290,135 mio	↓ EUR 101,126 mio
PSF de support	Nombre (17/02/2020)	75	aucune variation
	Somme des bilans (31/12/2019)	EUR 1,820 mia	↗ EUR 486 mio
	Résultat net provisoire (31/12/2019)	EUR 68,18 mio	↓ EUR 14,55 mio
Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (07/02/2020)	462	↓ 38 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (31/01/2020)	55 cabinets de révision agréés	↓ 4 entités
		320 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 6 personnes
		24 contrôleurs et entités de pays tiers	↓ 5 entités
Emploi (31/12/2019)	Banques ¹	26 335 personnes	↗ 18 personnes
	Sociétés de gestion (Chapitre 15) ¹	4 860 personnes	↓ 14 personnes
	Entreprises d'investissement	1 690 personnes	↓ 425 personnes
	PSF spécialisés	5 183 personnes	↗ 703 personnes
	PSF de support	8 876 personnes	↓ 1 005 personnes
	Etablissements de paiement/de monnaie électronique	581 personnes	N/A
	Total	47 525 personnes	↓ 773 personnes⁵

⁴ Chiffres provisoires⁵ Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.